

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JUILLET 1922.

Projet de loi

modifiant la procédure et la compétence en matière de pensions alimentaires.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Comme le constate judicieusement M. le Juge de paix Allard, dans le *Journal des Juges de paix*, 1912, p. 3, la législation qui ouvre le droit à la pension alimentaire reste le plus souvent lettre morte à raison des difficultés et des complications de la procédure et de l'exécution des jugements.

La nécessité pour le demandeur d'obtenir le bénéfice du *Pro Deo*, son recours au ministère d'un avocat, quelquefois d'un avoué, et toujours d'un huissier, nécessitent de sa part de multiples démarches qui ne sont pas toujours aisément couronnées de succès. Les investigations à faire pour établir les ressources réelles de son débiteur en requièrent d'autres d'autant plus difficiles pour lui qu'il est plus malheureux.

Le jugement obtenu, l'exécution est plus malaisée encore, surtout lorsque le condamné n'a d'autre actif saisissable que la portion légalement saisissable d'un traitement ou d'un salaire.

Il faut bien le reconnaître, pratiquée *Pro Deo* elle ne sollicite guère le zèle de l'huissier instrumentant; la procédure de saisie-arrêt est longue; le débiteur en changeant de patron la rend vaine dès qu'elle a abouti, et en nécessite une autre.

Tel est le mal. Où est le remède ?

La législation sur les pensions de vieillesse implique une reconnaissance nouvelle du caractère social et d'ordre public que revêt le soulagement de la misère et de l'invalidité; par la corrélation qu'elle établit entre le droit à la pension de vieillesse et l'existence et l'étendue du droit à une pension alimentaire, elle imprime à celui-ci le caractère d'un droit affectant directement l'intérêt public.

S'il en est ainsi, est-ce au titulaire seul du droit à la pension alimentaire, qu'il appartient d'exercer l'action qui en dérive ?

La disposition générale de l'article 46 de la loi du 20 avril 1810 répond que l'exercice de cette action appartient aussi au Ministère Public.

L'organisation de ce droit du Ministère Public fournit le remède cherché au mal constaté.

Déjà il n'avait pas échappé à M. Allard que le remède ne pouvait être trouvé que dans l'intervention d'un fonctionnaire assistant le créancier des aliments ou se substituant à lui dans la préparation et la conduite de son procès.

Il faisait, pour cela, appel au concours du juge de paix et de son greffier.

Mais ce concours serait nécessairement moins étendu et partant, moins efficace que celui que prêterait le Ministère Public. L'activité de celui-ci, plus étroitement surveillée, offre plus de garantie; l'intervention du juge et du greffier dans la préparation d'une procédure que le premier doit apprécier se comprend malaisément, et en dépit du précédent consacré par la loi du 4 avril 1900, sur la réparation des dommages causés aux récoltes par les lapins, il faut bien reconnaître qu'une telle intervention sort du cadre de la mission constitutionnelle du pouvoir judiciaire.

Aucune de ces objections ne s'applique à l'intervention du Ministère Public.

Le principe consacré par le projet est que l'action en pension alimentaire, sauf lorsqu'elle est introduite incidemment à une action en divorce ou en séparation de corps, appartient au créancier, mais est exercée soit par lui, soit par le Ministère Public, sur sa demande. Le désistement du créancier, qui peut se produire en tout état de cause, arrête la procédure.

Concédant au Ministère Public le droit d'exercer l'action, le projet lui reconnaît celui de préparer les éléments d'appréciation nécessaires pour intenter et suivre le procès.

La législation actuelle défère aux juges de paix les demandes de pensions alimentaires envisagées par le projet, pour autant que la pension n'excède pas 600 francs par an; leurs jugements sont en premier ou en dernier ressort suivant que la pension demandée excède ou n'excède pas cent francs par an.

Le bon jugement, en cette matière, est, en effet, avant tout, un jugement d'équité inspiré par une exacte connaissance du milieu où vivent les parties, et le juge de paix est plus qu'un autre, qualifié pour rendre un tel jugement.

La portée de cette considération est indépendante de l'importance pécuniaire du litige; aussi le projet étend-il la compétence du juge de paix à toutes les actions en pensions alimentaires, sauf celles qui sont connexes à une instance en divorce ou en séparation de corps et, pour cette raison, doivent rester dans le domaine des tribunaux de première instance.

Quand il s'agit de statuer sur une demande de pension alimentaire, c'est-à-dire d'apprécier les besoins du demandeur et les ressources du ou des défendeurs, les explications personnelles et contradictoires des parties sont, pour le juge, un précieux moyen d'investigation; aussi le projet fait-il de cette comparaison la règle, sauf exception à admettre par le juge. Lorsque

l'action est exercée par le Ministère Public, la présence du prétendant droit est une nécessité pour constater la permanence de sa volonté. C'est là une raison de plus de déférer l'affaire au juge de paix qui, dans la plupart des cas, est le plus rapproché des parties et l'est toujours du créancier.

L'intervention du Procureur du Roi devant le juge de paix n'a, le caractère d'ordre public de la matière étant reconnu, rien d'insolite ni d'impratique. Rien d'insolite, car la disposition de l'article 46 de la loi de 1810 ne distingue pas entre les diverses juridictions : couramment, en vertu de cette disposition, le ministère public requiert l'exécution, considérée comme d'ordre public, des commissions rogatoires étrangères devant les tribunaux de commerce et il agit en référé pour l'exécution des dispositions légales sur les séquestres de biens ennemis, lesquelles sont également d'ordre public. Rien d'impratique, non plus : le juge de paix fixera, pour le jugement des affaires de pensions alimentaires suivant les besoins, des audiences auxquelles assistera le Procureur du Roi, par lui-même ou par un substitut. L'accord s'établira facilement, à cet égard, entre les magistrats intéressés.

On a discuté le droit, à une pension alimentaire, d'une femme mariée écartée du domicile conjugal par l'inconduite du mari ou par son refus de la recevoir. Actuellement, ce droit ne fait plus guère l'objet de contestations devant les tribunaux. Quoiqu'il en soit, le texte du projet le consacre expressément puisqu'il vise la demande en pension alimentaire fondée sur l'article 214 du Code civil non connexe à une action en divorce ou en séparation de corps.

Quant à l'autorisation d'intenter pareille action, la femme mariée l'obtiendra sans frais ni délai par la procédure de l'article 4 de la loi du 12 août 1911 formant l'article 3^{bis} de la loi sur la compétence en matière civile.

La législation actuelle fixe, en notre matière, le taux du dernier ressort à 100 francs, le montant de la demande étant déterminé conformément à l'article 27 de la loi de compétence, c'est-à-dire que sont seules jugées en dernier ressort les demandes de pensions alimentaires n'excédant pas 10 francs par an. C'est dire que le juge de paix ne statue jamais qu'à charge d'appel. Nous pensons, au contraire, que le taux du dernier ressort doit être établi de façon à soustraire à l'appel un grand nombre des actions envisagées. Celles-ci ne présentent guère à juger que des questions de faits très simples. La collaboration obligatoire du ministère public, soit comme partie principale, soit comme partie jointe, est une garantie d'un bon jugement.

Eu égard à la puissance d'achat actuel de la monnaie, au coût de la vie et aux taux des salaires et appointements, une pension alimentaire de 100 francs par mois est une pension modique. Il est juste que le juge de paix en soit le souverain juge, si l'on veut éviter que les tribunaux de première instance ne soient saisis, par les plaideurs récalcitrants, à peu près de toutes les demandes portées devant les juges de paix et que ceux-ci n'aient pas réussi à faire aboutir à un arrangement amiable.

Devant le juge de paix, la procédure est celle établie pour cette juridiction par le Code de procédure, sauf l'obligation de la comparution personnelle des parties (art. 5 et 8) nécessairement, du défaut profit-joint que ne connaît

pas la procédure ordinaire de justice de paix (art. 6); quand il y a plusieurs débiteurs de la pension, il importe, en effet, que le créancier obtienne contre tous un jugement commun après qu'ils ont été dûment appelés.

Devant le tribunal de première instance, juge d'appel, la procédure sera celle des affaires sommaires (C. proc. art. 404) avec cette modification que les parties procéderont sans le ministère d'un avoué dont l'intervention en cette matière très simple paraît superflue.

Les délais de citation et d'opposition tant en première instance qu'en appel, et les délais d'appel sont déterminés par le projet (art. 13) d'une façon précise et qui sauvegarde le droit de défense, tout en tenant compte des facilités de communication inconnues des auteurs du Code de procédure civile.

Ils restent susceptibles d'abréviation, conformément au droit commun (Cd. de procédure art. 6).

L'urgence des demandes de pensions alimentaires aussi bien que la simplicité des questions que, presque toujours, elles soumettent au juge, commandent d'écarter de la procédure tous les moyens dilatoires. C'est pourquoi le projet n'admet de recours contre les jugements qui ne sont pas définitifs sur le fond qu'après le jugement définitif, concurremment avec lui et dans les mêmes délais (art. 11). C'est pourquoi aussi il veut que les jugements définitifs soient immédiatement exécutoires nonobstant tous recours (art. 12). La procédure, au surplus, est suffisamment rapide pour que l'intéressé puisse toujours faire juger à bref délai le recours pris par lui contre un jugement provisoirement exécuté.

Pratiquement, le projet se réalisera de la façon suivante : un vieil ouvrier invalide a trois enfants; deux l'aident volontairement; le troisième refuse d'intervenir, le père prétend que l'élévation de son salaire le lui permet. Le père s'adresse au parquet. Le Procureur du Roi fait une enquête. Sur le vu de la requête, il apprécie s'il y a lieu de suivre ou non. Son « sans suite » fournira, remarquons-le, au requérant, le moyen de justifier de la démarche requise pour l'obtention d'une pension de vieillesse. Si, d'ailleurs, il persiste dans sa prétention, il lui est loisible d'intenter l'action.

Supposons que le Procureur du Roi estime devoir agir. Il cite devant le juge à date fixe le défendeur, avertit le requérant de comparaître; l'un et l'autre doivent être présents en personne; ils sont, s'ils le veulent, assistés d'avocats. En même temps, et pour la même audience, le ministère public a cité les témoins dont l'audition paraît utile et il a à son dossier, les pièces de son information. Le défendeur de même a fait citer ses témoins ou a invité le ministère public à les citer et produit ses pièces. Le juge entend parties et témoins, examine les pièces, écoute l'avis du ministère public. Est-il téméraire de dire qu'il rendra un bon jugement ?

Reste à pourvoir à l'exécution de celui-ci.

Cette mission d'exécuter est confiée au ministère public, dans les cas où l'action a été exercée par lui. Et l'administration chargée du paiement des pensions de vieillesse encaisse et paie, au fur et à mesure, son dû au créancier.

Dans ce cas, si le mode d'exécution à employer est une opposition ou une saisie-arrest à pratiquer entre les mains d'un tiers, la procédure compliquée du Code de procédure civile est remplacée par une procédure très simple. Le tiers saisi est mis en demeure par le Ministère Public de payer la portion saisissable de sa dette à l'administration compétente, pour compte du créancier. Les contestations qui peuvent naître sont rapidement soumises au juge qui a rendu le jugement dont l'exécution est poursuivie et la procédure applicable est celle que nous avons exposée plus haut.

Le projet ne confie pas au Ministère Public l'exécution des jugements rendus sur l'action directe du créancier parce que dans la pratique cette action s'exercera surtout dans ces cas exceptionnels où elle met en présence des plaideurs dont la situation sociale n'a pas besoin de la protection spéciale que le projet organise surtout pour les humbles. Le refus du Procureur du Roi de se porter demandeur, lorsque la demande paraît fondée et que son intervention est requise, n'est pas à redouter. Le Ministère Public donne tous les jours des preuves de son zèle et de son activité dans l'exercice des missions qui lui sont confiées et s'il se produit une défaillance, elle est aussitôt et aisément réprimée.

Il a paru utile de garantir par un privilège les créances alimentaires, puisque leur caractère d'ordre public est définitivement reconnu ; ce privilège prendra rang à la suite des privilèges généraux sur les meubles énumérés par l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.

Il faut enfin prévoir le cas où, si rapide que soit la procédure instituée par le projet, elle ne suffirait pas à parer à une détresse comportant l'allocation immédiate d'un secours.

Pour ce cas, le projet organise une procédure de référé spécial dont le juge détermine lui-même les délais.

Si le débiteur à assigner réside dans la Colonie, l'organisation du service télégraphique qui fonctionne avec des garanties suffisantes, permet de recourir à ce mode extrêmement rapide de convoquer le débiteur à comparaître devant le juge. Le projet permet d'agir ainsi sous le contrôle du juge qui devra prescrire toutes les mesures utiles pour assurer efficacement le droit de défense, par exemple en prescrivant l'envoi d'un télégramme avec accusé de réception. De la sorte le délai à impartir pourra être considérablement abrégé.

Tels sont les principes et telle est la portée du projet. Il nous paraît inutile d'en exposer le détail ; la lecture des articles proposés les fait suffisamment apparaître.

Le Ministre de la Justice,

FL. MASSON.

PROJET DE LOI

modifiant la procédure et la compétence en matière de pension alimentaire.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le juge de paix du lieu du domicile du créancier connaît avec l'assistance du Procureur du Roi, des demandes en pension alimentaire fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code Civil et de celles qui sont fondées sur les articles 212 et 214 du même code, si elles ne sont pas connexes à une instance en séparation de corps ou en divorce. Il connaît, dans les mêmes conditions, des demandes en revision ou en réduction de ces pensions.

ART. 2.

Il statue sous réserve d'appel, lorsque la pension totale réclamée,

WETSONTWERP

tot wijziging van de rechtspleging en de bevoegdheid in zake uitkeering tot onderhoud.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De vrederechter van de verblijfplaats van den schuldeischer neemt met bijstand van den Procureur des Konings kennis van de eischen in zake uitkeering tot onderhoud op grond van de artt. 205, 206 en 207 van het Burgerlijk Wetboek alsmede van de eischen op grond van de artt. 212 en 214 van hetzelfde wetboek, indien die eischen niet samenhangen met eene vordering tot scheiding van tafel en bed of tot echtscheiding. Hij neemt in dezelfde voorwaarden kennis van de eischen tot herziening of vermindering dezer uitkeeringen.

ART. 2.

Hij doet uitspraak behoudens hooger beroep, wanneer het totaal

quel que soit le nombre des débiteurs, excède 1,200 francs par an.

ART. 3.

L'action, en pension alimentaire, appartient au créancier. Elle est exercée soit par lui, soit sur sa requête, par le Procureur du Roi. Le désistement du créancier, en tout état de cause, arrête la procédure, sauf au juge saisi à statuer sur les sur les frais.

ART. 4.

Le Procureur du Roi procède à toute information nécessaire pour mettre la cause en état d'être déférée au juge.

ART. 5.

Les intéressés, à moins d'en être dispensés par le juge de paix, comparaissent en personne, assistés, s'ils le désirent, de leurs avocats et sont entendus contradictoirement avec le Procureur du Roi. L'instruction se fait comme en matière de police.

ART. 6.

Si au jour fixé par la citation le défendeur ne comparait pas, il est jugé par défaut.

Si de plusieurs défendeurs, il s'en trouvent qui comparaissent et d'autres qui soient défaillants, le juge

bedrag der geeischte uitkeering, welke ook het aantal schuldenaars zij, meer dan 1,200 frank per jaar beloopt.

ART. 3.

De eisch in zake uitkeering tot onderhoud wordt aangevangen door den schuldeischer. De eisch wordt door hem of, op zijn verzoek, door den Procureur des Konings ingesteld. Afstand vanwege den schuldeischer stelt, welke ook de stand der zaak zij, een einde aan de rechtsvordering, behoudens uitspraak omtrent de kosten door den rechter bij wien de zaak aanhangig is.

ART. 4.

De Procureur des Konings stelt elk onderzoek in dat noodig is opdat de zaak voor den rechter kunne gebracht worden.

ART. 5.

Ten ware zij daarvan door den vrederechter waren vrijgesteld, verschijnen de betrokkenen in persoon, bijgestaan door hun advocaat indien zij dit wenschen, en worden contradictoir met den Procureur des Konings gehoord. Het onderzoek geschiedt als in politiezaken.

ART. 6.

Indien de verweerder op den door de dagvaarding bepaalden dag niet verschijnt, wordt hij bij verstek gevonnist.

Indien van meerdere verweerders, sommigen wel en andere niet verschijnen, verdaagt de rechter de

remet la cause à une audience ultérieure en ordonnant la réassignation des défaillants et le jugement qui intervient ensuite est en tout cas, réputé contradictoire à l'égard de toutes les parties.

Si une partie qui a comparu sur la citation fait défaut dans la suite de la procédure, le jugement n'en est pas moins réputé contradictoire.

ART. 7.

En appel, devant le tribunal de première instance, la procédure se poursuit, sans ministère d'avoués, contradictoirement avec le Procureur du Roi.

ART. 8.

En tout état de cause, le défaut de comparution du créancier, à moins qu'il ne soit autorisé ou reconnu justifié par le juge, implique désistement.

ART. 9.

Le juge statue sur les dépens conformément aux articles 130 et 131 du code de procédure civile. Il peut les mettre, soit pour partie soit pour le tout, à la charge du prétendant droit à la requête duquel le ministère public a agi.

ART. 10.

Les indemnités des témoins et les honoraires des experts sont calculés et taxés comme en matière correctionnelle.

zaak tot eene nadere terechtzitting met bevel tot herdaging van hen die niet verschenen zijn en het vonnis, dat naderhand wordt gewezen, geldt in elk geval als contradictoir ten aanzien van alle partijen.

Wanneer eene partij, die bij de dagvaarding is verschenen, bij de verdere rechtspleging niet verschijnt, geldt het vonnis niettemin als contradictoir.

ART. 7.

In hooger beroep, voor de rechtbank van eersten aanleg, wordt de rechtspleging zonder ambtshulp van een pleitbezorger, contradictoir met den Procureur des Koning vervolgd.

ART. 8.

In elken stand der zaak brengt niet-verschijning van den schuldeischer, tenzij deze doorden rechter werd toegelaten of gegrond erkend, afstand met zich mede.

ART. 9.

De rechter doet uitspraak over de kosten overeenkomstig de artt. 130 en 131 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging. Hij kan deze kosten in haar geheel of ten deel ten laste leggen van den rechtbewerende op wiens verzoek het openbaar ministerie heeft gehandeld.

ART. 10.

De vergoedingen voor de getuigen en de loonen voor de deskundigen worden berekend en vastgesteld als in boetstraffelijke zaken.

ART. 11.

Les jugements interlocutoires ou préparatoires ne sont ni levés ni signifiés et il n'en échet opposition ou appel qu'après le jugement définitif, concurremment avec celui-ci et dans les mêmes délais.

ART. 12.

Les jugements définitifs sont exécutoires par provision nonobstant opposition ou appel et sans devoir fournir caution.

ART. 13.

A l'égard des parties domiciliées ou résidant sur le territoire continental de la Belgique, les délais sont uniformément de huit jours francs pour la citation, de quinze jours francs à dater du jour de la signification du jugement par défaut, pour l'opposition, de trente jours francs à dater du jour de la signification du jugement contradictoire ou par défaut pour l'appel.

Ces délais sont augmentés à l'égard des parties domiciliées ou résidant hors de la Belgique continentale :

1. Pour celles demeurant en Angleterre et dans les États limitrophes de la Belgique, de quinze jours francs.

2. Pour celles demeurant dans les autres États de l'Europe, de deux mois.

3. Pour celles demeurant hors d'Europe et dans la Colonie, de six mois.

Lorsqu'une citation ou une signification à une partie domiciliée hors

ART. 11.

De interlocutoire of preparatoire vonnissen worden noch gelicht noch beteekend en daartegen kan slechts verzet of beroep worden aangeteekend na het eindvonnis, tegelijkertijd met dit laatste en binnen dezelfde termijnen.

ART. 12.

De eindvonnissen zijn bij voorraad uitvoerbaar, niettegenstaande verzet of beroep en zonder dat een borgtocht moet worden gesteld.

ART. 13.

Ten aanzien van de in het vastelandsgebied van België gedomicilieerde of verblijvende partijen bedraagt de termijn eenvormig acht volle dagen voor de dagvaarding, vijftien volle dagen te rekenen van den dag van de beteekening van het bij verstek gewezen vonnis voor het verzet, dertig volle dagen te rekenen van de beteekening van het op tegenspraak of bij verstek gewezen vonnis voor het beroep.

Ten aanzien van de buiten het vastelandsgebied van België gedomicilieerde of verblijvende personen zijn deze termijnen verlengd :

1. Met vijftien volle dagen voor de partijen die in Engeland of in de aan België grenzende landen verblijven.

2. Met twee maanden voor de partijen die in de andere Staten van Europa verblijven.

3. Met zes maand voor de partijen die buiten Europa of in de Kolonie verblijven.

Wanneer eene dagvaarding of eene beteekening aan eene buiten

de la Belgique est donnée à sa personne en Belgique, elle n'emporte que les délais ordinaires, sauf au juge de paix à les prolonger, s'il y a lieu.

ART. 14.

Dans les cas urgents, le juge de paix peut autoriser la citation moyennant le délai qu'il détermine, pour l'audience qu'il fixe, aux fins de condamnation au paiement d'un secours provisoire, sans préjudice au principal.

Si la personne assignée réside dans la Colonie ou à l'étranger, le jugement peut prescrire qu'elle sera assignée dans les conditions qu'il fixe de façon à assurer le droit de défense, notamment par voie télégraphique.

ART. 15.

Les jugements rendus sur la poursuite du Procureur du Roi sont exécutés à la requête de celui-ci et, pour autant qu'ils portent condamnation pécuniaire, poursuites et diligences de l'administration chargée de payer les pensions de vieillesse qui en tient compte au créancier.

ART. 16.

Si pour l'exécution d'un jugement rendu à la requête du Procureur du Roi, il échet, de saisir-arrêter, entre les mains d'un tiers, les sommes et

België gedomicileerde partij wordt gedaan aan haar persoon in België, gelden slechts de gewone termijnen, behalve dat de vrederechter deze kan verlengen zoo daartoe termen zijn.

ART. 14.

In dringende gevallen kan de vrederechter toelating geven tot dagvaarding, mits inachtneming van den door hem vast te stellen termijn, voor de terechtzitting die hij bepaalt, met het oog op veroordeeling tot betaling van een voorloopig hulpgeld, onverminderd de hoofdsom.

Indien de gedaagde persoon in de Kolonie of in het buitenland verblijft, kan het vonnis voorschrijven dat hij zal gedagvaard worden in daarbij derwijze te bepalen voorwaarden, dat het verdedigingsrecht verzekerd zij, namelijk per draadbericht.

ART. 15.

De op vervolging van den Procureur des Konings gewezen vonnissen worden op dezès vordering uitgevoerd, en voor zover daarbij wordt veroordeeld tot het betalen van een geldsbedrag, op vervolging en benaarstiging van het bestuur dat met de betaling der ouderdomspensioenen is belast en dat den schuldeischer het bedrag uitbetaalt.

ART. 16.

Dienden, ter uitvoering van een op rekwèst van den Procureur des Konings gewezen vonnis, de sommen en goederen, toebehoorende

effets appartenant au débiteur de la pension alimentaire, ou de s'opposer à leur remise, il est, par dérogation au titre VIII du livre V de la 1^{re} partie du Code de procédure civile, procédé conformément aux dispositions suivantes.

ART. 17.

Sur le vu du jugement ou de l'arrêt dûment exécutoire, le Procureur du Roi signifie au tiers saisi, avec le dispositif du jugement ou de l'arrêt, mandement de déclarer et affirmer sur le champ à l'huissier instrumentant, ou au plus tard dans les huit jours au magistrat requérant, les causes et le montant de sa dette, les paiements à compte, si aucuns ont été faits, l'acte ou les causes de la libération, si le tiers saisi n'est pas débiteur, et dans tous les cas, les saisies-arrests ou oppositions formées entre ses mains.

Acte est dressé de la déclaration par le fonctionnaire qui l'a reçue.

ART. 18.

Après la signification prévue à l'article précédent, le tiers saisi ne peut plus se libérer valablement qu'en conformité des dispositions qui suivent : mention de cette interdiction est faite dans l'exploit de signification.

aan den persoon die eene uitkeering tot onderhoud schuldig is, onder handen van een derde in beslag worden genomen, of tegen hunne afgifte verzet worden gedaan, dan wordt, in afwijking van titel VIII van boek V van het eerste deel van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, gehandeld overeenkomstig de volgende bepalingen.

ART. 17.

Op vertoon van het behoorlijk uitvoerbare vonnis of arrest betee- kent de Procureur des Konings aan den derden beslagene, met het beschikkend gedeelte van het vonnis of het arrest, bevel om terstond aan den instrumenteerenden deurwaarder of uiterlijk binnen de acht dagen aan den requireerenden magistraat onder bevestiging te verklaren de oorzaak en het bedrag zijner schuld, de betalingen op afrekening, indien er werden gedaan, de akte of de gronden tot ontheffing, indien de derde beslagene geen schuldenaar is, en in elk geval, elk bij hem gedaan verzet of beslag onder derden.

Van de declaratie wordt door den ambtenaar die haar heeft ontvangen akte opgemaakt.

ART. 18.

Na de bij voorgaand artikel voorziene beteeking, kan de derde beslagene zich slechts overeenkomstig de navolgende bepalingen geldig vrijmaken : van dit verbod wordt in het exploit van beteekening melding gemaakt.

ART. 19.

En suite de la déclaration et hors le cas où il existe d'autres saisies-arrêts ou oppositions, le Procureur du Roi notifie par un agent de la police au tiers saisi, mandement, dont il lui est laissé copie, de verser entre les mains de l'administration chargée de payer les pensions de vieillesse pour compte du créancier de la pension et dans les limites des sommes déclarées saisissables par la loi, les sommes dont il est débiteur, à concurrence des causes de la saisie. La quittance de l'administration vaut décharge pour le tiers saisi.

ART. 20.

S'il existe d'autres saisies-arrêts ou oppositions, il est procédé à la distribution, ainsi qu'il est dit au titre du code de procédure civile.

ART. 21.

Si le tiers saisi élève quelque contestation contre le mandement du Procureur du Roi, il en fait à celui-ci la déclaration dans les trois jours à peine de forclusion, et, à la diligence du Procureur du Roi, toutes les parties dûment appelées, il est statué sans délai par le juge qui a rendu le jugement.

ART. 22.

Si la cause de la dette du tiers

ART. 19.

Tengevolge van de declaratie en behalve het geval waarin een ander beslag onder derden of een ander verzet bestaat, beteekent de Procureur des Konings, door een politie-agent, aan den derde beslagene een bevelschrift, waarvan dezen afschrift wordt gelaten, om aan de administratie, die gelast is met het betalen van de ouderdomspensioenen, op rekening van den eischer van de uitkeering en binnen de grenzen van de door de wet aantastbaar verklaarde bedragen, de door hem verschuldigde sommen te betalen tot beloop van het bedrag der inbeslagneming. De kwijtbrief van de administratie geldt als ontheffing voor den derden beslagene.

ART. 20.

Indien er een ander beslag onder derden of een ander verzet bestaat, wordt overgegaan tot de verdeeling, zooals wordt voorzien in den titel van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging.

ART. 21.

Indien de derde beslagene eenig bezwaar opwerpt tegen het bevelschrift van den Procureur des Konings, doet hij, op straf van uitsluiting, aandezen binnen de drie dagen hiervan aangifte, en op de benaarstiging van den Procureur des Konings wordt, nadat alle partijen behoorlijk zijn opgeroepen, onverwijld uitspraak gedaan door den rechter die het vonnis heeft uitgesproken.

ART. 22.

Indien de oorzaak van het door

saisi vient à cesser autrement que par les paiements prévus à l'article précédent, il le déclare dans les trois jours au Procureur du Roi.

ART. 23.

Le tiers saisi qui néglige de faire les déclarations prévues aux articles qui précèdent, fait de fausses déclarations ou ne fait pas les paiements dont il est requis, est par le juge qui a prononcé le jugement, déclaré débiteur personnel des causes de la saisie.

ART. 24.

Les créances alimentaires visées à l'article 1^{er} sont garanties pendant les six mois qui précèdent la mort, le dessaisissement ou la saisie du mobilier du débiteur par un privilège, lequel prend rang immédiatement après le 3, sous le n° 3^{bis}, de l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851, sur les privilèges et hypothèques.

ART. 25.

Lorsque le total de la pension annuelle réclamée n'excède pas 1200 francs, tous les actes de la procédure et les quittances sont dispensés du timbre et de l'enregistrement, ainsi que des droits de greffe.

L'article 140 du tarif criminel est applicable à la procédure, si elle est suivie à la requête du Procureur du Roi.

den derde beslagene verschuldigde ophoudt te bestaan anders dan ten gevolge van de bij voorgaand artikel voorziene betalingen, geeft hij dit binnen de drie dagen bij den Procureur des Konings aan.

ART. 23.

De derde beslagene die de bij de voorgaande artikelen voorziene aangiften verzuimt te doen, valsche aangiften doet of de van hem gevorderde bedragen niet betaalt, wordt door den rechter die het vonnis heeft uitgesproken, persoonlijk schuldenaar van de oorzaken der inbeslagneming verklaard.

ART. 24.

De bij het eerste artikel bedoelde schuldvorderingen tot onderhoud zijn gewaarborgd, gedurende de zes maanden vóór het overlijden, den afstand of de inbeslagneming van het mobilair van den schuldenaar, door een voorrecht, dat, als n° 3^{bis}, onmiddellijk rang neemt achter n° 3 van artikel 19 der wet van 16 December 1851 op de voorrechten en hypotheeken.

ART. 25.

Wanneer het totaalbedrag van de geëischte jaarlijksche uitkeering niet meer dan 1200 frank bedraagt zijn alle akten der rechtspleging en de kwijtschriften van zegel en registratie alsmede van griffierechten vrijgesteld.

Artikel 140 van het tarief in strafzaken is op de rechtspleging toepasselijk, indien zij werd ingesteld op vordering van den procureur des Konings.

ART. 26.

L'article 2 de la loi du 12 août 1911 étendant la compétence des juges de paix est abrogé.

Disposition transitoire.

ART. 27.

Les affaires régulièrement introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi seront continuées devant le juge qui en sera saisi et régies par la législation sous l'empire de laquelle elles ont été intentées.

Toutefois, dans toutes les instances déferées aux juges de paix et dans lesquelles n'est intervenu aucun jugement interlocutoire ni définitif le droit d'interjeter appel sera réglé d'après les dispositions de la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 11 juillet 1922.

ART. 26.

Artikel 2 der wet van 12 Augustus 1911 tot uitbreiding van de bevoegdheid der vrederechters is afgeschaft.

Overgangsbepaling.

ART. 27.

De voor het inwerkingtreden dezer wet regelmatig ingeleide zaken worden voortgezet vóór den rechter bij wien zij aanhangig werden gemaakt en worden beheerd door de wetten die van kracht waren wanneer zij werden ingesteld.

In alle rechtsgedingen die voor de vrederechters worden gebracht en waarin geen tusschenvonnis of eindvonnis werd gewezen, wordt echter het recht om hooger beroep in te stellen geregeld volgens de bepalingen van deze wet.

Gegeven te Brussel, den 11^e Juli 1922.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege,
De Minister van Justitie,

F. MASSON.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 JULI 1922.

Wetsontwerp

tot wijziging van de rechtspleging en de bevoegdheid in zake uitkeering
tot onderhoud.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Zooals de heer vrederechter Allard het in het *Journal des juges de paix* 1912, bldz. 3, zeer terecht opmerkt, blijft de wetgeving in zake het bekomen van eene uitkeering tot onderhoud meestal zonder uitwerksel ten gevolge van de moeilijkheden en bezwaren, die zoowel aan de rechtspleging als aan de tenuitvoerlegging der vonnissen zijn verbonden.

De noodzakelijkheid om het *Pro Deo* te bekomen, het inroepen van de tussenkomst van een advocaat, soms van een pleitbezorger en altijd van een deurwaarder vergen van den eischer vele stappen, die niet steeds gemakkelijk den gewenschten uitslag opleveren. De noodige opzoekingen om de werkelijke inkomsten van den schuldenaar vast te stellen brengen voor hem nog andere moeilijkheden mede, die des te zwaarder zijn naarmate hij ongelukkiger is.

Is het vonnis eenmaal uitgesproken, dan is de uitvoering nog bezwaarlijker, vooral wanneer de veroordeelde niets anders bezit waarop beslag kan gelegd worden, dan het voor beslaglegging vatbare gedeelte van eene wedde of een salaris.

Het moet erkend dat eene tenuitvoerlegging *Pro Deo* gcenszins den ijver opwekt van den deurwaarder, die de akte opmaakt; de rechtspleging inzake beslag onder derden duurt lang; zoodra de uitspraak gevallen is, kan de schuldenaar, aan het gevolg daarvan ontkomen door van werkgever te veranderen, en er dient dus eene nieuwe rechtspleging aangevangen.

Ziedaar het kwaad; waar ligt nu het redmiddel?

Door de wetgeving op de onderdompensioenen wordt eens te meer erkend dat het lenigen van ellende en invaliditeit tot belang strekt van de

maatschappij en de openbare orde; door het recht op het ouderdomspensioen en het bestaan en de uitgebreidheid van het recht op eene uitkeering tot onderhoud met elkaër in verband te brengen, wordt erkend dat dit laatste een recht is, dat rechtstreeks met het openbaar belang verband houdt.

Indien zulks het geval is, is dan alleen de persoon die recht heeft op eene uitkeering aangewezen om een op dat recht gegronde rechtsvordering in te stellen?

De algemeene bepaling van artikel 46 van de wet van 20 April 1810 antwoordt, dat het Openbaar Ministerie bevoegd is om deze vordering in te stellen.

In de regeling van die bevoegdheid van het Openbaar Ministerie ligt het gezochte middel tegen het te verhelpen kwaad.

De heer Allard had trouwens reeds ingezien, dat dit middel slechts kon gevonden worden in de tusschenkomst van een ambtenaar die den rechthebbende op onderhoud zou bijstaan of in zijne plaats zou optreden bij de voorbereiding en de leiding van zijn geding.

Hij deed daarvoor beroep op den vrederechter en zijn griffier.

Maar deze hulp zou noodzakelijkerwijze meer beperkt en daardoor minder doeltreffend zijn dan die van het Openbaar Ministerie. Het optreden van dit laatste, dat onder strenger toezicht staat, biedt grooter waarborg. De tusschenkomst van den rechter en den griffier in het voorbereiden van eene rechtspleging, waarover de eerste moet uitspraak doen, is moeilijk te verdedigen, en niettegenstaande het door de wet van 4 April 1900 gehuldigde precedent betreffende de vergoeding van de schade door de konijnen aan den oogst veroorzaakt, dient toch erkend dat eene dergelijke tusschenkomst buiten het kader valt van de door de Grondwet aan de rechterlijke macht gegeven opdracht.

Geen enkel dezer bezwaren kan tegen het optreden van het Openbaar Ministerie worden aangevoerd.

Volgens het door het ontwerp gehuldigde principe, wordt de rechtsvordering tot het bekomen van de uitkeering tot onderstand, behalve als zij met eene vordering tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed samen gaat, door den schuldeischer aangevangen, maar ingesteld door hem, of op zijn verzoek door het Openbaar Ministerie. De bij elken stand der zaak mogelijke afstand vanwege den schuldeischer, stelt een einde aan de rechtspleging.

Terzelfder tijd als het aan het Openbaar Ministerie het recht toekent de vordering in te stellen, verleent het ontwerp hem ook het recht de noodige gegevens tot beoordeeling te verzamelen om het proces in te stellen en door te drijven.

De in het ontwerp bedoelde eischen tot uitkeering tot onderhoud worden thans, krachtens de tegenwoordige wetgeving, vóór den vrederechter gebracht, voorzoverre de uitkeering niet meer dan 600 frank 's jaars bedraagt; het vonnis wordt door hem in eersten of laatsten aanleg gewezen, naar gelang de gevraagde uitkeering al dan niet 100 frank 's jaars overtreft.

Een goed vonnis in dezen zal inderdaad eerst en vooral een billijk vonnis zijn, gesteund op een nauwkeurige kennis van de omgeving waarin de beide partijen leven. De vrederechter nu is meer dan elke andere aangewezen om een zulkdanig vonnis uit te spreken.

De beteekenis van deze opmerking is onafhankelijk van het bedrag waarover het geschil gaat; daarom ook breidt het ontwerp de bevoegdheid van den vrederechter uit tot alle rechtsvorderingen tot uitkeering tot onderhoud, behalve deze die samenhangen met eene vordering tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed en die daarom tot de bevoegdheid der rechtbanken van eersten aanleg blijven behooren.

Waar het gaat om uitspraak te doen over een eisch tot uitkeering tot onderhoud, dit is : te oordeelen over de behoeften van den eischer en over de inkomsten van den verweerder of van de verweerdens, dan zijn de persoonlijke en tegensprekelijke verklaringen van beide partijen een kostbaar hulpmiddel voor den rechter bij het onderzoek; daarom stelt het ontwerp dit verschijnen van beide partijen als regel, behoudens door den rechter te bepalen uitzonderingen.

Wanneer de rechtsvordering ingesteld wordt door het Openbaar Ministerie is de tegenwoordigheid van den rechtbewerende volstrekt noodig om vast te stellen, dat hij bij zijn inzicht blijft.

Dit is eene reden te meer om de zaak vóór den vrederechter te brengen, die meestentijds het dichtst bij beide partijen staat en zeker bij den eischer.

De tusschenkomst van den Procureur des Konings vóór den vrederechter is, eenmaal aangenomen dat het om zaak van algemeen belang gaat, noch ongewoon, noch onpractisch.

Niet ongewoon, want de bepaling van art. 45 der wet van 1910 maakt geen onderscheid tusschen de verscheidene rechtsmachten : het is zeer gewoon dat, krachtens bedoelde bepaling, het openbaar ministerie de uitvoering eischt, als strekkende tot de openbare orde, van buitenlandsche rogatoire commissiën voor de rechtbanken van koophandel. Het Openbaar Ministerie handelt ook bij wege van kortgeding inzake de uitvoering van de wettelijke bepalingen betreffende het skwester van vijandelijke goederen, welke bepalingen eveneens de openbare orde aanbelangen.

Niet onpractisch ook : de vrederechter zal, voor het uitspreken van het vonnis inzake uitkeeringen tot onderhoud, naar gelang van de noodwendigheden, terechtzittingen vaststellen waarop de Procureur des Konings zelf, of zijn substituut, zal aanwezig zijn. Een overeenkomst in dezen zal gemakkelijk tusschen de betrokken magistraten getroffen worden.

Men heeft betwist dat eene gehuwde vrouw die, door het wangedrag van haar man of door diens weigering haar te ontvangen, uit de echtelijke woning verwijderd gehouden wordt, recht zou hebben op eene uitkeering tot onderhoud. Tegenwoordig wordt dit recht voor de rechtbanken niet meer in twijfel getrokken. Wat er ook van zij, de tekst van het ontwerp bevestigt dit recht uitdrukkelijk daar daarbij den eisch wordt bedoeld tot uitkeering tot onderhoud op grond van artikel 214 van het Burgerlijk Wetboek, eisch die niet samenhangt met eene rechtsvordering tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed.

De machtiging om zulkdanige vordering in te stellen zal de gehuwde vrouw zonder kosten of uitstel verkrijgen aan de hand van de rechtspleging voorzien bij art. 4 der wet van 12 Augustus 1911, zijnde artikel 3bis van de wet op de bevoegdheid in burgerlijke zaken.

De tegenwoordige wetgeving stelt, in dezen, het bedrag van den laatsten aanleg op 100 frank vast, daar het bedrag van den eisch overeenkomstig artikel 27 van de wet op de bevoegdheid bepaald is; d. w. z. dat alleen de eischen tot uitkeering tot onderhoud, die 10 frank per jaar niet overtreffen, in laatsten aanleg berecht worden. Alzoo doet de vrederechter nooit uitspraak dan behoudens hooger beroep. Wij zijn integendeel van meening dat het bedrag van den laatsten aanleg derwijze moet vastgesteld worden, dat een groot gedeelte der bedoelde vorderingen niet meer voor hooger beroep vatbaar zijn. Over het algemeen gaat het in deze zaken om het beoordeelen van zeer eenvoudige feiten. De verplichte medewerking van het openbaar ministerie, hetzij als voornaamste partij, hetzij als toegevoegde partij, is een waarborg voor een goed vonnis.

Met het oog op de huidige koopkracht van het geld, de levensduurte en het bedrag der loonen en wedden, is eene uitkeering van 100 frank per maand gering te noemen. Het is billijk dat de vrederechter daaromtrent oppermachtig oordeele, indien men vermijden wil dat ongeveer alle zaken, die voor den vrederechter gebracht worden en waarin deze te vergeefs tot eene minnelijke schikking heeft getracht te komen, door weigerige pleiters voor de rechtbanken van eersten aanleg worden gebracht.

Voor den vrederechter is de te volgen rechtspleging deze die door het Wetboek van Rechtspleging voor deze rechtsmacht vastgesteld is, behalve de van zelf sprekende verplichting voor partijen om persoonlijk te verschijnen (artt. 5 en 8), de verplichting van het gevoegd verstek, in de gewone rechtspleging voor het vredegerecht onbekend; wanneer er meerdere personen de uitkeering verschuldigd zijn, komt het er inderdaad voor den eischer op aan tegen allen een gemeenschappelijk vonnis te verkrijgen, nadat allen naar behooren gedaagd werden.

Voor de rechtbank van eersten aanleg zal de rechtspleging der summiere zaken toegepast worden (Wetb. van Rechtspl., art. 404), mits deze wijziging dat de partijen zullen handelen zonder de hulp van een pleitbezorger, wiens tusschenkomst in deze zeer eenvoudige zaken overbodig lijkt.

De termijnen voor dagvaarding en verzet, zoowel in eersten aanleg als in hooger beroep, en de termijnen voor hooger beroep worden door het ontwerp nauwkeurig bepaald (art. 13) en wel derwijze, dat het recht tot verdediging gevrijwaard is en toch rekening wordt gehouden met het huidig gemak van verkeer, dat aan de ontwerpers van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging onbekend was.

Deze termijnen kunnen steeds ingekort worden overeenkomstig het gemeen recht (Wetb. van Rechtspl., art. 6).

Daar de eischen in zake uitkeering tot onderhoud steeds dringend, en de vragen die aan het oordeel van den rechter voorgelegd worden, meestal eenvoudig zijn, dient uit de rechtspleging elk middel tot vertraging

geweerd. Daarom kan volgens het ontwerp slechts in beroep worden gegaan van vonnissen die wat den grond der zaak betreft niet definitief zijn, wanneer het eindvonnis is gewezen, tegelijkertijd met dit vonnis en binnen denzelfden termijn (art. 41). Daarom ook schrijft het ontwerp voor, dat de eindvonnissen onmiddellijk uitvoerbaar zijn niettegenstaande elk beroep (art. 42). De rechtspleging duurt overigens niet zoo lang, dat de belanghebbende niet steeds binnen zeer korten tijd uitspraak kunne bekomen over het door hem tegen een voorloopig uitgevoerd vonnis ingesteld beroep.

In de practijk zal het ontwerp volgenderwijze uitgevoerd worden :

Een oud gebrekkig werkman heeft drie kinderen, twee hunner steunen hem vrijwillig, de derde weigert het zijne bij te dragen, alhoewel zijn loon, naar de vader beweert, hem zulks toelaat. De vader richt zich tot het parket. De Procureur des Konings stelt een onderzoek in. Na inzage van het rekest, oordeelt hij of er ja dan neen grond is tot vervolging. Zijne verklaring dat daaraan geen gevolg dient gegeven, zal, laten wij opmerken, den requestrant het middel aan de hand doen om van de vereischte stappen tot het bekomen van een ouderdomspensioen te doen blijken. Indien hij ten andere in zijne aanspraak volhardt, staat het hem vrij de rechtsvordering in te stellen.

Laten wij onderstellen dat de Procureur des Konings meent te moeten optreden. Op een gestelden datum daagt hij den verweerder voor den rechter, verwittigt requestrant om eveneens te verschijnen. Beiden moeten persoonlijk verschijnen en kunnen zich door advokaten laten bijstaan.

Terzeldertijd en op dezelfde terechtzitting heeft het openbaar ministerie de getuigen gedagvaard, wier verhoor gewenscht lijkt, en zijn dossier bevat de stukken van het onderzoek. De verweerder heeft eveneens zijne getuigen laten dagvaarden of heeft het openbaar ministerie verzocht deze te dagvaarden, en legt zijne stukken voor.

De rechter hoort beide partijen en de getuigen, onderzoekt nauwkeurig de stukken, en hoort het advies van het openbaar ministerie. Is het gewaagd te beweren dat hij een goed vonnis zal wijzen ?

Daarna moet het vonnis ten uitvoer worden gelegd.

Indien het openbaar ministerie de rechtsvordering ingesteld heeft, zal hij ook hebben te zorgen voor de tenuitvoerlegging daarvan. En het bestuur, dat met de uitbetaling van de ouderdomspensioenen belast is, vordert het aan den eischer verschuldigde in, en betaalt hem, naar mate hij de invorderingen beurt.

In dit geval, indien de aan te wenden wijze van tenuitvoerlegging in een verzet tegen afgifte of in een beslag onder derden bestaat, uit te voeren in handen van een derde, dan wordt de ingewikkelde proceduur van het Wetboek van burgerlijke Rechtspleging vervangen door eene zeer eenvoudige. De derde beslagene wordt door het openbaar ministerie aangemaand om dadelijk het voor beslagname vatbare gedeelte zijner schuld, voor rekening van den eischer aan het bevoegde openbaar bestuur te betalen. De mogelijke betwistingen worden spoedig voor den rechter gebracht die het

vonnis waarvan de tenuitvoerlegging vervolgd wordt gewezen heeft, waarbij de hooger uiteengezette rechtspleging dan wordt toegepast.

Het ontwerp laat de ten uitvoerlegging van vonnissen, uitgesproken op rechtstreeksche vordering van den eischer, niet aan het openbaar ministerie over, omdat in de praktijk deze vordering voornamelijk zal ingesteld worden in uitzonderlijke gevallen, waarin pleiters tegenover elkander staan, wier maatschappelijke stand niet de bijzondere bescherming vereischt welke door het ontwerp vooral ten behoeve van de nederigen wordt voorzien. Weigering vanwege den Procureur des Konings om als eischer op te treden, wanneer de eisch gegrond schijnt en zijne tusschenkomst gevraagd wordt, is niet te vreezen.

Het openbaar ministerie geeft dagelijks blijk van zijnen ijver en zijne werkzaamheid in het uitoefenen van de hem toevertrouwde opdrachten en zoo er ergens eene tekortkoming wordt vastgesteld, wordt daarin onverwijld en zonder bezwaar voorzien.

Het is wenschelijk gebleken de schuldvorderingen tot levensonderhoud door een voorrecht te waarborgen, daar zij definitief erkend zijn als strekkende tot de openbare orde : dit voorrecht zal rang nemen na de algemeene voorrechten op de roerende goederen, opgesomd bij artikel 19 van de wet van 16 December 1851 op de voorrechten en hypotheeken.

Eindelijk dient het geval voorzien, waarin de door het ontwerp ingestelde rechtspleging, hoe kort de duur daarvan ook zij, niet voldoende zou zijn om te voorzien in een nood welke onmiddellijke hulp zou vergen.

Voor dit geval voorziet het ontwerp het instellen van eene bijzondere rechtspleging in kortgeding, waarvan de termijnen door den rechter zelf vastgesteld worden.

Indien de te dagen schuldenaar in de kolonie verblijft, laat de inrichting van den telegraphischen dienst, welke met voldoende waarborgen werkt, toe van dit uiterst snel werkend middel gebruik te maken, om den schuldenaar op te roepen om voor den rechter te verschijnen.

Het ontwerp laat zulke handelwijze toe onder toezicht van den rechter, die alle maatregelen zal dienen te treffen om op afdoende wijze het recht tot verdediging te verzekeren, bij voorbeeld door het later zenden van een telegram met ontvangstbewijs

Alzoo zal de op te leggen termijn merkelijk kunnen ingekort worden.

Ziedaar de beginselen en het doel van het ontwerp. Het schijnt ons overbodig toe in bijzonderheden te treden ; de lezing van de voorgestelde artikelen stelt die beginselen en dit doel voldoende in het licht.

De Minister van Justitie,

FG. MASSON.

